

Le thé à El Qods

PAR MOHAMED BOUHAMIDI
mbouhamidi2001@yahoo.fr

Tous les observateurs sérieux s'y attendaient : les néo-conservateurs et Israël réagissent mal à l'accord interpalestinien de La Mecque. Du coup, la réunion tripartite d'hier entre Rice, Abbas et Olmert s'est muée en réunion informelle. Les mots pèsent en diplomatie et la formule signifie qu'il ne s'agit plus de négociations mais de maintien du contact. Les trois dirigeants ont, bien sûr, confirmé leur attachement à l'idée de deux Etats. Il faut juste se souvenir que le deuxième Etat, celui de Palestine, devait naître avant la fin 2005 d'après les promesses de Bush à la veille de l'agression contre l'Irak, au moment où il avait besoin de prévenir un éventuel mécontentement de la «rue» contre les dirigeants arabes qui le soutenaient.

La frustration des Américains est d'autant plus grande qu'ils misaient ouvertement, et sur la base de leurs actes concrets de renforcement des capacités militaires de la garde présidentielle, sur une confrontation Hamas-Fatah. La diplomatie saoudienne, autrement plus consciente des effets désastreux d'une telle éventualité, a coupé l'herbe sous les pieds de ses amis US, en perte de vitesse et en fin de règne au vu des dernières élections et des sondages auprès d'Américains de plus en plus critiques à l'égard de cette administration belliqueuse. L'accord, reformulé sur le principe de deux Etats, reconduit plus l'adhésion de l'OLP à ce principe qui devait ouvrir la voie des accords d'Oslo. La concession palestinienne n'aura pas servi à grand-chose à part la possibilité offerte à Arafat de mourir sur sa terre. En réaffirmant haut et fort que ce gouvernement d'union nationale et que cet accord de La Mecque n'exonèrent pas Hamas de l'obligation de reconnaître Israël et tous les attendus du quartette, Israël et les USA remettent de la terre sur la tombe des accords d'Oslo. Pourtant, Hamas a mis de l'eau dans son vin, si j'ose dire, en reconnaissant implicitement l'Etat sioniste, en déléguant les pouvoirs de négociation à l'OLP et à la présidence, en ne revendiquant que les territoires occupés en juin 1967. Tout cela est très bien mais insuffisant. Hamas doit renoncer à tout ce qui fait son identité et en venir aux positions actuelles du Fatah, au bout de quoi il ne pourra être un partenaire car d'autres «extrémistes» auront vu le jour. En attendant, la méthode «très humaine» d'affamer le peuple palestinien tout en le poussant à la guerre civile continue de produire ses effets ; d'autant qu'aucun pays ni aucune banque arabes ne sont près de casser l'embargo financier.

M. B.

LA "RIPOSTE" ALGERIENNE

Le gouvernement algérien aurait bloqué, jusqu'à nouvel ordre, tous les accords de partenariat dans le domaine culturel avec la Grande-Bretagne, apprend-on de sources sûres. Cette décision aurait été motivée par le non-aboutissement des accords juridiques entre les deux pays, qui, finalement, n'ont pas conclu à l'extradition de Moumen Khalifa.



Enigmatique

Lors de la conférence de presse animée hier au siège d'Algérie Télécom, on a annoncé la mise à disposition, bientôt, sur le net de l'annuaire d'affaires algérien. Le hic est que l'annuaire électronique économique algérien existe déjà sur le site de la société les Pages Maghreb Editions qui n'est autre que le partenaire d'Algérie Télécom pour l'élaboration de ce projet ! Cet annuaire compte près de 190.951 entreprises référencées.



Algérie Télécom maintient ses chiffres

Le chiffre d'affaires d'Algérie Télécom sera communiqué le 15 mars 2007. Les premières informations concernant la situation financière de l'entreprise informent que le chiffre d'affaires de l'année 2006 est au même niveau que celui de l'année précédente. La baisse de 20% ne serait que de l'intox.

Adrar et Illizi au menu du gouvernement

L'audition des walis par l'exécutif de Abdelaziz Belkhadem continue. Aujourd'hui, c'est aux walis d'Illizi et d'Adrar de passer au tableau pour répondre aux questions des ministres. Ils le feront, bien entendu, chacun à son tour.

C'est la première fois depuis l'instauration de l'audition des walis que deux responsables de wilaya passent le même jour.

Il en sera ainsi désormais, croit-on savoir d'une source proche de la chefferie du gouvernement. La raison : économiser le temps de l'exécutif.



le HIC

lehic.dz@hotmail.com

BILAN DU PROCÈS KHALIFA
ABDELMOUËNE N'A PAS ÉTÉ ENTENDU
PAR LE JUGE...

